



RESEARCH ARTICLE

LES FONDS D'INVESTISSEMENT ET D'ÉQUIPEMENT (FIDES ET FERDES) EN HAUTE-VOLTA: STRATÉGIES D'EXPLOITATION OU DE « DÉVELOPPEMENT » DE LA COLONIE (1919-1960) ?

*HIEN Sourbar Justin Wenceslas

Maître de Recherche, Institut des Sciences des Sociétés (INSS), Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), Burkina- Faso

ARTICLE INFO

Article History:

Received 14th January, 2026
Received in revised form
24th February, 2026
Accepted 25th March, 2026
Published online 30th April, 2026

Keywords:

Haute-Volta, Développement, Social, FIDES, FERDES et Économie.

*Corresponding author:

HIEN Sourbar Justin Wenceslas

ABSTRACT

Les politiques de consolidation de l'exploitation de la colonie de Haute-Volta (actuel Burkina Faso) ont été masquées, ou « enjolivées », par l'injection de fonds métropolitains, notamment le Fonds d'Investissement et d'Équipement après la Seconde Guerre mondiale: FIDES et du FERDES. En effet, ils ont créé les conditions pour une intensification des cultures oléagineuses dans la colonie et un délaissement des cultures vivrières. La consolidation des stratégies d'exploitation de la colonie de Haute-Volta, est tributaire des résultats réalisés dans la mise en œuvre du FIDES et du FERDES en Haute-Volta. L'investissement d'équipement a été un outil de restructuration de l'exploitation coloniale, transformant le mode de domination sans supprimer la dépendance économique de la Haute-Volta. C'est ainsi que la métropole a soutenu l'installation des huileries en Haute-Volta et en renforçant ses capacités de production des matières premières grasses (coton, karité, arachide). Les unités avaient été installées sans une garantie conséquente de ravitaillement régulier des matières premières, d'où la mise en place des Fonds. C'est donc dire que le FIDES et le FERDES étaient les thuriféraires de l'exploitation des pays de la Haute-Volta et non de véritables politiques de développement de la colonie.

Copyright©2026, HIEN Sourbar Justin Wenceslas. 2026. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: HIEN Sourbar Justin Wenceslas. 2026. "Les Fonds d'investissement et d'équipement (FIDES et FERDES) en Haute-Volta: stratégies d'exploitation ou de «développement» de la colonie (1919-1960) ?". *International Journal of Current Research*, 18, (04), 36911-36916.

INTRODUCTION

L'exploitation des produits oléagineux en Haute-Volta, sous administration coloniale française, s'est principalement concentrée sur le karité, l'arachide et le coton après des travaux de recherche sur financement du fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) et du Fonds d'équipement rural pour le développement économique et social (FERDES). Le premier est un produit de cueillette très représentatif sur le territoire national à l'exception de l'extrémité nord pour des raisons climatiques et pédologiques et les deux derniers sont des produits de culture déjà cultivés même si les rendements selon l'administration coloniale étaient faibles : « *Les rendements étaient très faibles -150 kg/ha au maximum...mais le travail investi l'était aussi : le coton n'était dans tous les cas qu'une culture secondaire, qui ne demandait pas beaucoup de travail supplémentaire au paysan* » (A. Schwartz, 1993, p.1). Pour les populations anciennement installées, c'était une agriculture de subsistance donc point besoin de forts rendements selon la conception européenne de l'activité agricole car ayant pour but d'alimenter le système capitaliste. Et c'était d'ailleurs l'objectif de la colonisation d'où la nécessité de financer une recherche agricole à même de les aider à atteindre leurs objectifs économiques et non pas pour développer la colonie à l'image de certaines colonies voisines telle que la

Côte d'Ivoire. Elle bénéficia très tôt d'une politique industrielle remarquable même si elle était aussi une colonie d'exploitation au même titre que la Haute-Volta. Or, pour y arriver il faut mettre en place des stratégies afin d'exploiter au mieux les ressources oléagineuses de la colonie. La France a cherché à développer ces cultures, notamment pour l'industrie du beurre et du savon en difficulté après les deux guerres mondiales. Afin de rendre efficace la stratégie coloniale d'exploitation des ressources en l'occurrence les oléagineux dans les territoires conquis: « *l'inventaire était plus que nécessaire afin d'éviter tout investissement à perte dans les Territoires d'Outre-Mer* » (S.J.W Hien, 2018, p.60). Et cet inventaire donna l'assurance de l'existence d'un potentiel, tel que les espèces végétales pourvoyeuses d'oléagineux et les terres pour une exploitation arachidière et cotonnière à grande échelle. Car, toutes les plantes oléagineuses convoitées par la France étaient déjà connues des populations. Elles étaient exploitées pour leurs besoins alimentaires, sanitaires, artistiques etc. Les populations les : « *...utilisent non seulement pour leur alimentation, mais pour la cosmétique locale, la pharmacopée, la fabrication de leurs bougies et de leurs savons* »(DIENAYME, 1957, p.107). Il suffisait d'améliorer les rendements. Dans le cadre de l'exploitation des potentialités oléagineuses de la colonie, elle accueillit ses premières installations industrielles, vu sous l'angle d'un

processus de développement d'une colonie d'exploitation. Les actions coloniales de développement en Haute-Volta, entre 1919 et 1960, étaient plus marquées par une stratégie d'exploitation de la colonie ou de "mise en valeur". Si des projets de recherche ont été menés, ils étaient souvent subordonnés aux intérêts économiques et administratifs de la France, privilégiant ainsi l'exploitation des ressources plutôt que son développement réel. Il est important de souligner que la conquête coloniale n'avait pas pour seul but l'occupation stratégique de vastes territoires, car celle-ci allait être coûteuse au Trésor public (J. Cabot, 1983, p.367). La concrétisation de ces stratégies d'exploitation des colonies s'est accentuée au cours de la période de l'entre-deux-guerres: « *la guerre aura donc joué un rôle décisif dans l'équipement de l'AOF en huileries de graines* » (J. Marseille, 1984, pp.339-340). D'où la nécessité d'intégrer des économies des colonies aux besoins de la métropole à travers les fonds et la création du Franc CFA¹. Ce sont donc de véritables stratégies coloniales et non des politiques de développement. Pour une exploitation véritable de la colonie de Haute-Volta, la France mit en place des stratégies et non des politiques à travers le FIDES et le FERDES afin d'atteindre ses objectifs économiques. C'est pourquoi, il est impérieux d'appréhender quel est l'objectif de ces stratégies de développement et d'investissement économique et social mises en place en Haute-Volta entre 1919 et 1960? Et quels sont les domaines dans lesquels ces fonds ont été injectés, et ne sont-ils pas de moyens de consolidation de l'exploitation de la colonie de Haute-Volta ?

Pour mieux appréhender les objectifs réels de ces fonds, il est intéressant de faire une étude holistique et pour le faire, il faut utiliser plusieurs documents. C'est ainsi que nous avons dépouillé les archives coloniales, et utilisé une bibliographie variée composée des articles scientifiques, les thèses et des ouvrages. Cela nous a permis de structurer notre travail en trois parties. D'abord, l'économie coloniale en Haute-Volta est élucidée. Ensuite, les stratégies de "développement" des colonies à travers le FIDES et le FERDES sont mises en exergue. Enfin, les mutations des stratégies coloniales françaises en Haute-Volta : résultats du FIDES et du FERDES en Haute-Volta sont analysés.

L'économie coloniale en Haute-Volta: Dans le cadre de l'économie coloniale, la Haute-Volta était la zone par excellence pour l'exploitation des cultures oléagineuses.

Les motifs économiques de l'impérialisme français en Haute-Volta: La colonisation de la Haute-Volta au XIXe siècle est intimement liée à la Révolution industrielle en Europe. Les puissances européennes, en quête de nouveaux débouchés pour l'exploitation des matières premières et l'écoulement des produits finis, se sont lancées dans la conquête des pays africains. La Révolution industrielle a engendré une forte demande de matières premières (coton, minerais, etc.) et de nouveaux marchés pour les produits manufacturés européens. C'est dans ce contexte que les puissances européennes se sont engagées dans une compétition pour le contrôle de l'Afrique, considérée comme un débouché pour l'approvisionnement en matières premières et de consommation des produits finis et aussi un espace d'expansion politique. Les besoins liés à la conquête de nouvelles terres se sont intensifiés surtout après la Seconde

Guerre mondiale: « *L'année 1945 apporte la paix, mais aussi l'évidence d'un bilan économique désastreux. Les matières premières et les vivres manquent cruellement et en priorité les corps gras. La France fait une nouvelle fois appel à l'AOF et envisage une extension notable de la production* » (Y.Pehaut, 1976, p.731). C'est ainsi que les pays de la Haute-Volta, devinrent des zones pourvoyeuses de matières premières surtout oléagineuses pour la France. Face à ces difficultés d'approvisionnement en matières grasses, les grandes puissances industrielles du moment comme la France étaient dans une dynamique de recherche de débouchés pouvant leur permettre de satisfaire leurs besoins en matières grasses. C'est ainsi qu'elles découvrirent que l'Afrique de l'Ouest était à même de leur fournir les produits oléagineux et aussi une zone des grands produits oléagineux comme le karité, l'arachide et le palmier à huile. Et le travail forcé était le moyen utilisé par la métropole pour l'exploitation desdites ressources. Afin de mieux exploiter les colonies, la France changea des techniques avec la création de structures d'appui à l'exploitation des colonies: le FIDES et le FERDES. Loin d'être une politique de développement, c'est un véritable outil d'assujettissement et d'exploitation des colonies.

La Haute-Volta, colonie d'exploitation des produits oléagineux: En effet, la Haute-Volta, sous administration coloniale française, a été marquée par une exploitation des produits oléagineux, notamment l'arachide, le coton et le karité. Du point de vue climatique et pédologique, la colonie disposant d'importants atouts pour l'exploitation des matières grasses provenant du règne végétal. Il suffisait d'améliorer la production pour le potentiel existant et en créer d'autres. L'administration coloniale a orienté l'économie de la colonie vers la production de ces matières premières pour l'exportation et la consommation locale, avec une intensification de la culture du coton et de l'arachide, et une amélioration des techniques de suivi de la production du karité. Le milieu physique de la colonie de Haute-Volta est favorable à une production à grande échelle des produits oléagineux tels que le karité, le coton et l'arachide. Le karité est un produit de cueillette. Le coton et l'arachide sont des produits de culture. Le système colonial fit donc de la Haute-Volta, une zone productrice de produits oléagineux destinés à l'exportation. La volonté d'exploiter les richesses oléagineuses de la Haute-Volta, a été indissociable dans la création du FIDES et du FERDES. En effet, pour le colonisateur français, l'exploitation dans des conditions adéquates des "innombrables" richesses de la colonie voltaïque ne pouvait se faire sans une mise en place de stratégies réelles sur le terrain, entre autres la création du FIDES et du FERDES. La Haute-Volta a contribué de façon significative au redressement de l'économie française durant la période de l'entre-deux-guerres et surtout après la Seconde Guerre mondiale.

Les stratégies d'exploitation et non de "développement" des colonies à travers le FIDES et le FERDES: Le FIDES et le FERDES ont été institués dans un contexte colonial d'exploitation des colonies de l'AOF. Cependant, ces outils ont plus impacté le système colonial dans le cadre de l'économie de traite que le développement réel des colonies concernées.

Le Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES): Après la Seconde Guerre mondiale qui ruina son économie, la France décida d'entreprendre une nouvelle politique dans ses colonies. Il s'agit entre autres l'intensification des productions en fonction

¹Franc CFA : créé par décret le 25 décembre 1945, il signifiait à l'origine Francs des Colonies françaises d'Afrique. Voir Journal officiel de la République française du 26 décembre 1945.

des besoins de la métropole sous le couvert d'une politique de développement des colonies à travers le Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social (FIDES). Les rapports entre la France et ses Territoires d'Outre-Mer connurent alors des changements. Sur le plan économique, le Parlement français, en votant la loi du 30 Avril 1946, c'est un effort sans précédent en faveur du "développement rationnel" et de la modernisation des Territoires d'Outre-Mer². Avant les deux guerres mondiales, elle avait une politique d'exploitation et pas d'investissement dans la production des matières premières dans les colonies. Pour le cas de la colonie de Haute-Volta, il s'agissait essentiellement des produits oléagineux en phase avec les réalités du terrain. C'est une stratégie pour mieux exploiter la colonie et non une véritable politique de développement des colonies. D'où la création du FIDES, dans sa dénomination laisse apparaître l'idée d'une amélioration quantitative et qualitative des conditions de vie des populations. Le développement économique et social est un processus complexe qui vise à améliorer le niveau de vie d'une population, en combinant des améliorations économiques et des transformations sociales. Il ne se limite pas à la simple croissance économique, mais englobe également des aspects tels que la répartition des richesses, la réduction des inégalités, l'accès à l'éducation et à la santé, et l'amélioration de la qualité de vie. Telle est l'orientation réelle d'un développement économique et social. Or, pour ce qui concerne les objectifs du FIDES, il était difficile voire impossible de suivre ce principe du développement économique et social, à cause du contexte colonial. Mais néanmoins, il en a affiché clairement. Cela montre que c'est une stratégie coloniale dont le but n'est pas de d'œuvrer au bien-être des populations des colonies mais plutôt leur exploitation à travers certaine subtilité dans la mise en œuvre des structures devant permettre l'atteinte de leurs objectifs coloniaux. Pour un développement des colonies, il suffit d'une implication effective à travers des politiques rigoureuses des zones sous domination, et le changement tant entendu est effectif pour le bonheur des populations colonisées. Le financement de la stratégie d'intensification des productions agricoles dans les colonies ainsi définis est assuré par le Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social (FIDES). Il est alimenté, d'une part, par une dotation du budget de l'État, et d'autre part par une contribution des colonies. Les stratégies de développement élaborées dans le cadre du FIDES sont les premières du genre depuis la colonisation française en Haute-Volta. Le Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES) a été créé par la loi du 30 avril 1946 pour financer les deux plans de développement qui se succédèrent, le premier de 1948 à 1953, le deuxième de 1953 à 1959. Ces plans concernaient essentiellement l'Afrique noire et Madagascar, et visaient à moderniser ces territoires selon la Métropole, hors il en est rien sur le territoire. Le FIDES finançait les grands projets d'investissement, les équipements lourds, mais aussi des programmes d'études, de recherche ou d'expériences scientifiques. Le Parlement votait globalement les crédits du FIDES en lui laissant le soin de les répartir. Le FIDES contient des projets d'équipement des territoires, des budgets et comptes, des études, des plans d'investissement, des demandes de subvention. L'action d'investissement de l'État portait sur l'agriculture, l'hydraulique, les eaux et forêts, l'élevage et la pêche, les

mines, l'électricité, les chemins de fer, routes, ponts, ports, aéroports, les postes, la santé, la formation professionnelle, l'urbanisme. Ce fonds présente par conséquent un grand intérêt pour la métropole. La plupart des dossiers montrent surtout ce que l'État souhaitait faire dans ces programmes, les intentions, la volonté d'investir, même si le volet exploitation a pris le dessus. C'est dans la perspective de mutations des rapports entre colonisé et colonisateur que déjà dans les colonies, de projet de reboisement avaient été entrepris juste après la crise économique de 1929, qui a porté un coup dur sur l'économie française. Dès 1932, des circulaires concernant les reboisements avaient été adressées aux responsables de cercles. Les principaux facteurs du déboisement étaient la construction des maisons, ponts et ponceaux, la fabrication du charbon de bois, et surtout les feux de brousse. Le karité n'échappait pas à la hache, surtout dans les régions où les autres essences forestières étaient insuffisantes. Dans le cercle de Tenkodogo par exemple, le karité était utilisé à la réfection des ponts et ponceaux. Face à ce déboisement galopant, l'administration coloniale avait décidé de la mise en œuvre des pépinières de karité afin d'espérer reboiser les zones déboisées. Des instructions avaient été données quant à la multiplication de l'espèce dans une circulaire du 13 juillet 1932. Chaque cercle, suivant ses moyens, s'était mis à l'œuvre. Ces différentes politiques de reboisement étaient ponctuelles. Une somme de 200.000 francs des colonies françaises d'Afrique (F CFA)³ avait été allouée sous la rubrique reforestation du karité qui fut ainsi répartis : 100.000 francs CFA pour la prime de protection du karité et 100.000 pour les travaux de reforestation. Le cercle de Ouagadougou avait reçu 15.000 francs comme prime de protection du karité. Dans la perspective de protéger le karité, une grande campagne avait été lancée en 1949 par le service forestier en liaison avec le service de l'agriculture. Cette campagne, appuyée par des dons en espèces, contribuait au maintien du taux de boisement du karité. C'est ainsi que des pépinières avaient été réalisées sur Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social (FIDES). Cette contribution du FIDES avait permis de réaliser au cours de la période de juillet à septembre 1950 des pépinières de karité d'une superficie de 319 m² dans l'inspection du Mossi, plus le vote de la loi créant le Fonds d'investissement pour le développement économique et social des TOM (FIDES), le 30 avril 1946, précisément dans la localité de Ouagadougou⁴. En plus des réalisations sur fonds FIDES, les budgets des sociétés de prévoyance, avaient permis également la réalisation de quelques travaux de pépinières et plantations et de distribuer quelques primes aux agriculteurs ayant conservé un minimum d'essences protégées dans leurs champs. Le plan quadriennal FIDES 1953-1957, élaboré courant août-septembre 1952 comportait une opération "karité" qui prévoyait l'installation à Bobo-Dioulasso d'un "centre de recherches sur le karité" dont la direction était confiée au chef de l'inspection forestière de Bobo-Dioulasso. Le nouvel organisme était chargé de centraliser toutes les études réalisées sur le karité et devait entreprendre des essais et expériences tant sur la multiplication et l'amélioration de cette essence que sur les procédés d'extraction et de purification du beurre de karité. Il devait en outre étudier les débouchés possibles de ce produit et en organiser la commercialisation. Afin de hâter cette réalisation,

³En effet, le franc des colonies Françaises d'Afrique (F CFA) fut créé en 1945 par la France. En 1958, fut adoptée une nouvelle dénomination : communauté Franco-Africaine. Et depuis 1962, c'est la dénomination Communauté Financière Africaine qui est utilisée.

⁴ANS 2G50/71, Haute-Volta, Rapport annuel, 1950.

²Bouchart P., « FIDES au Cameroun », Civilisations, 1956, Vol. 6, No. 3, pp. 393-409

un crédit de 350.000 francs, provenant du fonds commun de prévoyances, avait été mis à la disposition du chef de l'inspection forestière de Bobo-Dioulasso. En 1953, la Haute-Volta n'avait pas enregistré des pépinières. Dans le cadre des recherches forestières, le FIDES avait financé à hauteur de 200.000 F au cours de l'année 1953 et le même montant avait été alloué en 1954 toujours pour la recherche forestière. L'activité du service des pépinières (IRHO) était limitée à surveiller le karité au même titre que les autres essences protégées. Il était d'ailleurs respecté par les populations⁵.

Le Fonds d'équipement rural pour le développement économique et social (FERDES): Le Fonds d'équipement rural pour le développement économique et social (FERDES), fut créé en 1949. Il était alimenté exclusivement par des ressources locales, budget du Territoire ou de la fédération dont le Territoire faisait partie et des contributions en espèces ou en nature des collectivités locales (villages, sociétés de prévoyance) (A.Schwartz, 1995, p.282). Le but de ce fonds était le développement qui entrainait dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations. Du fait des cultures obligatoires, les crises alimentaires étaient récurrentes dans la colonie de Haute-Volta. C'est dans ce contexte économique difficile que les populations devaient approvisionner la métropole en matières premières agricoles.

Au cours de la période couverte par le premier plan (1948-1953), l'accent était mis sur le renforcement des structures d'appui à l'agriculture qui existaient déjà et la création de nouvelles structures. On remarqua la naissance de trois nouvelles stations : la station de Farako-Ba (à proximité de Bobo-Dioulasso), avec pour mission la multiplication des semences sélectionnées et la conduite de recherches sur la reconstitution et la protection de sols; la station de Kamboinsé (à proximité de Ouagadougou), avec pour mission la production de plants fruitiers et maraîchers, et la formation des jeunes agriculteurs; la station de Niangoloko (au sud de Banfora), avec pour mission, sous l'égide de l'Institut de Recherches pour les Huiles et les Oléagineux (IRHO), la réalisation d'essais pour l'amélioration de la qualité des arachides et du karité. L'injection de capitaux par le biais du FERDES et les plans quadriennaux 1950-1954 et 1954-1958 avait pour objectif le développement des cultures vivrières et des cultures de rente. La diversification des productions agricoles était importante à plusieurs titres. D'une part, la métropole parvenait à satisfaire sa demande en matières premières et d'autre part cette politique permettait aux populations de réduire, un temps soit peu, les conséquences des famines. Mais, cela n'a pas mis fin aux crises alimentaires. Le FERDES renforça les liens des acteurs du développement à la base « le dialogue qui, grâce au FERDES, s'est institué au niveau local entre les populations rurales, les élus et l'administration » (J. Michelis et al., 1995, p.310). Les institutions financières ont permis également la création des institutions de recherches comme l'Institut de recherches pour les huiles et oléagineux (IRHO).

La consolidation des mutations des stratégies coloniales françaises en Haute-Volta: les effets pervers des fonds d'investissement et de développement rural: La consolidation des mutations dans l'exploitation des colonies françaises en Afrique, est tributaire des résultats réalisés dans la mise en œuvre du FIDES et du FERDES. Ils ont permis le

renforcement de l'équipement des huileries non pas pour développer les colonies, mais faciliter l'exploitation des plantes oléagineuses en Haute-Volta. Les unités ont été installées sans une garantie de ravitaillement régulier des matières premières, d'où la mise en place des Fonds.

De l'économie de traite à des stratégies industrielles: une mutation de l'intégration des économies locales aux besoins de la métropole: La France venait de sortir ruinée du Premier Conflit mondial (1914-1918) où son secteur fut l'un des plus affectés. En plus, la situation politique internationale n'était pas favorable avec la perte des zones d'influences d'Europe centrale et orientale et la montée de nouvelles puissances telles que le Japon, les Etats-Unis et l'Union des Républiques Socialistes et Soviétiques (URSS) sur l'échiquier international. L'intensification de l'exploitation coloniale de l'Afrique tropicale française était largement déterminée par la conjoncture économique et politique internationale. La France, dont les positions économiques et cette fois aussi politiques avaient été sérieusement ébranlées au lendemain de la Première Guerre mondiale, cherchait à trouver de nouvelles sources de profits dans cette partie de son Empire demeurée largement en friche et dont les ressources ont été, en quelque sorte, laissées en réserve (J. Suret-Canale, 1977, p.81). A ces motifs, il faut ajouter la volonté de la France de se soustraire de la dépendance vis-à-vis de l'étranger en ce qui concerne l'acquisition des matières premières, des denrées ou marchandises que les colonies étaient à même de fournir : « *La métropole oriente et subordonne le système de production de ses colonies, en fonction de ses propres besoins et les insèrent dans le marché mondial* » (B. Fall, 1993, p.41). Plusieurs mobiles incitèrent la France à changer de politique dans la gestion des ressources de son Empire. La Haute-Volta ne serait plus seulement une colonie de production de matières premières, elle va accueillir sur son sol des unités de transformations des matières premières en produits finis ou semi-finis. Au cours de l'année 1928, débute une nouvelle expérience. La Compagnie française de la Côte d'Ivoire (CFCI), ouvre à Banfora, au cours de l'année 1928, une huilerie, destinée à produire l'huile d'arachide. Après cette usine, la France décida d'étendre cette politique d'installation des usines de transformation des amandes de karité en Haute-Volta à Koudougou, à Boromo et à Bobo-Dioulasso. En effet, la longue dépression qui suivit la crise de 1930 avait impacté significativement les relations entre la France et ses colonies qui étaient jusque-là relativement indépendantes de leurs métropoles, commencèrent à être intégrantes du système capitaliste occidental, dans le cadre d'un système économique cohérent d'exploitation coloniale (C.Coquery-Vidrovitch, 1987, p.383). La crise de 1930 conduisit à une redéfinition des objectifs et des techniques de production, tout au moins dans les colonies, dont l'économie était restée jusque-là une "économie de traite". (C.Coquery-Vidrovitch, 1987, p.401). En plus :

« la guerre⁶ avait montré que la décentralisation était nécessaire à la défense nationale, l'industrialisation devait être considérée comme une nécessité qui permettrait tout d'abord de traiter sur place certains produits primitivement exportés à l'état brut et d'élever ensuite le niveau de vie de l'indigène dont les achats de produits plus complexes seraient ainsi encouragés. (...) L'industrialisation était aussi une assurance contre le danger que présentait le placement à l'extérieur d'une

⁵ANS 2G53/94, Haute-Volta, Rapport annuel, 1953; ANS 2G54/95, *op.cit.*

⁶Il s'agit de la Seconde Guerre mondiale

production agricole basée exclusivement sur la monoculture (...). Elle assurerait un emploi à une main-d'œuvre en croissance rapide. Et surtout, dans la mesure où l'accès des colonies à l'évolution technologique était fatal, mieux valait pour la métropole en prendre elle-même l'initiative» (J.Marseille, 1984, pp.339-340).

Enfin « *la guerre aura donc joué un rôle décisif dans l'équipement de l'AOF en huileries de graines* » (Y.Pehaut, 1976, p.442). C'est pourquoi, le Plan décennal avait prévu ainsi 84 milliards d'investissements à réaliser au cours de la période 1942-1952 dont 53,8 milliards sur fonds publics et 30,2 sur fonds privés. Sur ce total, l'ensemble des investissements industriels s'élevait à 18,1 % du total (J.Marseille, 1984, p.340). C'est ainsi que des tentatives ambitieuses ont été signalées dans la transformation d'un produit local : l'amande de karité. L'approvisionnement de la métropole en beurre produit localement présentait des avantages et certaines difficultés, quant à la qualité du beurre. L'extraction du beurre sur place présente l'avantage d'éviter le transport de plus de 50% du poids des amandes sèches, représentant les déchets de fabrication. Mais cette formule aurait de nombreuses conséquences négatives : d'abord, il y a une grosse perte de matières premières du fait des médiocres rendements des techniques artisanales d'extraction, en plus réception en Europe d'un produit de présentation douteuse, à odeur désagréable (...); enfin, perte de la valeur ajoutée de transformation du produit par les usines métropolitaines (Y.Pehaut, 1976, p.442). L'industrialisation de la Haute-Volta n'avait pas été une priorité dans la politique de « mise en valeur » des colonies de l'AOF par la France. Enfin, plusieurs recommandations furent faites à la conférence de Brazzaville, en 1944 en ce qui concerne la gestion des Territoires d'Outre-Mer (TOM). Plusieurs idées avaient été avancées par le programme général qui rompait avec les règles régissant l'ordre économique existant. Une des recommandations de la conférence fût l'abandon du Pacte colonial et un accompagnement optimum de l'Afrique au développement. Selon les nationalistes européens, la décolonisation devait diminuer le prestige de la métropole, et les non nationalistes avaient une réaction nuancée :

« Ils constatent que l'abandon de la souveraineté entraînerait l'économie des frais d'administration, d'outillage, d'assistance sociale, bref, qu'elle diminuerait considérablement les charges des territoires d'outre-mer. Ceux-ci deviendraient de simples pays sous-développés, auxquels on accorde l'aide que l'on veut, à des conditions implicites ou explicites que l'on fixe. Pour les milieux économiques, ces pays sous-développés représentent des possibilités d'investissements plus avantageuses que les colonies. Le contrôle est moins tatillon que celui de la métropole » (H. Brunschwig, 1960, p.53).

Cependant, la recommandation économique principale stipulait : « *Le but de notre politique économique coloniale doit être le développement du potentiel de production et l'enrichissement des territoires d'outre-mer en vue d'assurer aux Africains une vie meilleure par l'augmentation de leur pouvoir d'achat et l'élévation de leur standard de vie* » (R. Bourgi, p.122). La métropole, en s'appuyant sur le plan économique mondial de l'après-guerre, fut chargée d'établir les plans de « développement » des colonies. En fait, l'intérêt des colonies exigeait une sorte de dirigisme avec pour souci l'amélioration des conditions de vie des populations. La conférence proposa même la création d'un Institut de recherches agronomiques de

l'Afrique française auquel serait annexée une Ecole d'Agronomie tropicale (R.Bourgi, 1980, p.122). Cette amélioration passait également par l'installation des industries en Haute-Volta.

La Compagnie de l'Industrie Textile Cotonnière (CITEC), une entreprise œuvrant dans la longue durée: Plusieurs usines ont bénéficié des résultats du FIDES et du FERDES. Il s'agit de la Compagnie Agricole Commerciale et Industrielle de Badikaha-Côte d'Ivoire et la Société d'Exploitation des Carburants Coloniaux (SECACO) fermées respectivement en 1952 et en 1953. Pendant que les fermetures de la CACIB et de la SECACO furent annoncées certaines sociétés comme la Compagnie de l'Industrie Textile Cotonnière (CITEC) se présenta comme une entreprise œuvrant dans la longue durée. Certainement sa résilience est liée à la consolidation des mutations des politiques économiques coloniales dans le domaine des produits oléagineux.

La Compagnie de l'Industrie Textile Cotonnière (CITEC) fut installée en 1941 à Bobo-Dioulasso (W.M.Bantenga, 2013, p.282). La politique industrielle en Haute-Volta répondait plus aux préoccupations du moment qu'à une véritable planification industrielle. A la fin des années 1930, les établissements de la CITEC existaient (A.Schwartz, 1995, p.271). Ils procédaient à l'achat du coton graine produit localement, en vue de son égrenage dans les usines. Ils vendaient aussi des tissus fabriqués en métropole par la maison-mère. Cette usine était installée dans le quartier de kôkô (C'est un quartier de la ville de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso). En 1955, la CITEC se transforma en entreprise familiale (Société BOUSSAC et Saint Frère). En 1956, l'industrie des corps gras était représentée par l'usine de la CITEC à Bobo-Dioulasso. Elle avait produit 1.135 t de beurre de karité. Le but principal de la CITEC était tout d'abord la transformation de toutes les graines du coton cultivé en Haute-Volta. C'était sa première activité dès sa création. La transformation du karité en beurre n'était qu'une activité secondaire qui venait compléter la première lorsque la capacité de transformation n'était pas atteinte (M.N. Terpend, 1982, p.57). Par la suite, elle avait diversifié ses activités par la production du beurre et des tourteaux de karité, par la fabrication de savon et par la traite du sésame. La CITEC était la seule société transformant le karité : « à franchir le cap des indépendances et à se hisser comme une entreprise œuvrant dans la longue durée » (W.M.Bantenga, 2013, p.283). La métropole n'avait pas misé que sur la transformation industrielle, elle avait pris en compte la recherche scientifique afin de maximiser au mieux l'exploitation des ressources de la Haute-Volta.

La CITEC est effectivement le résultat issu de la mutation des politiques coloniales en Haute-Volta. Elle est passée de colonie d'exportation des matières premières à une transformation à petite échelle de certains produits recherchés par la Métropole, les oléagineux. Pourquoi ce choix sur ces matières grasses. Simplement pour combler son déficit et relancer son économie. Pendant la colonisation des contrées africaines, chaque colonie avait un rôle spécifique. Pour le cas de la Haute -Volta, elle devait fournir des matières grasses. Et pour le faire, il faut stimuler la production à travers un simulacre de développement. Il s'agit d'envisager ou de présenter des transformations notables comme des progrès, mais qui ne correspondent pas à une véritable amélioration des conditions de vie ou au développement réel d'un pays ou d'une région. Il s'agit d'une forme de tromperie ou de superficialité dans la

présentation du développement. C'est le cas de la CITEC. Toute la production était exportée en Europe et rien pour les pays producteurs. La preuve en est que la plupart des industries relevaient de l'agro-alimentaire et surtout la transformation des produits agricoles, dont la France avait besoins. Ce sont des situations où les efforts de développement ne sont pas authentiques ou ne conduisent pas à des améliorations significatives. Le concept de développement étant l'ensemble des transformations techniques, sociales, territoriales, démographiques et culturelles accompagnant la croissance de la production matérielle ou l'amélioration des conditions d'existence des humains ou encore l'amélioration qualitative et quantitative des conditions de vie de la population est loin d'être une réalité dans ce projet colonial instauré en Haute-Volta.

CONCLUSION

Le FIDES et le FERDES (volet rural du FIDES) en Haute-Volta ont fonctionné comme un outil hybride, combinant le développement d'infrastructures de base (routes, écoles, santé) avec une logique d'exploitation des ressources naturelles surtout oléagineuses dans le cadre de cette étude, visant à moderniser la colonie pour mieux l'intégrer à l'économie française et rentabiliser la production locale. C'est ainsi que les Fonds de développement et d'investissement économique et social injectés dans les colonies françaises en Afrique en l'occurrence la Haute-Volta avaient plutôt pour but de consolider les politiques d'exploitation de la colonie au lieu d'être de véritables plans de développement de la zone colonisée. Ils avaient pour seul but de satisfaire les besoins économiques de la métropole française et non un développement structuré de la colonie de Haute-Volta. La consolidation des mutations dans l'exploitation des colonies françaises en Afrique, est tributaire des résultats réalisés dans la mise en œuvre des fonds FIDES et FERDES. Ils ont permis le renforcement de l'équipement des huileries non pas pour développer les colonies, mais faciliter l'exploitation des plantes oléagineuses en Haute-Volta. Les unités ont été installées sans une garantie de ravitaillement régulier des matières premières, d'où la mise en place des Fonds. Plusieurs usines ont bénéficié des résultats du FIDES et du FERDES, mais la Compagnie de l'Industrie Textile Cotonnière (CITEC) se présenta comme une entreprise œuvrant dans la longue durée. Certainement sa résilience est liée à la consolidation des mutations des politiques économiques coloniales dans le domaine des produits oléagineux.

Sources et bibliographie

Sources

- ANS 2G50/71, Haute-Volta, Rapport annuel, 1950.
- ANS 2G53/94, Haute-Volta, Rapport annuel, 1953; ANS 2G54/95, *op.cit.*

RERERENCES

- BANTENGA (M.W.), 2013, « L'exploitation du karité en Haute-Volta : gageure et contreperformances d'une activité économique basée sur une ressource locale (1906-1960) », in *Histoire et Anthropologie, Revue pluridisciplinaire de sciences humaines* (Textes réunis par Roger SOME et Aggée Célestin Lomo MYAZHIOM) N° spécial, Mélanges pour Eric NAVET, pp.263-290
- BOUCHART (P.), « FIDES au Cameroun », *Civilisations*, 1956, Vol. 6, No. 3, pp. 393-409
- BOURGI (R.), 1980, *Le général De Gaulle et l'Afrique noire (1940-1969)*, Paris, NEA, 515 p.
- BRUNSCHWIG (H.), 1960, « Colonisation-Décolonisation- Essai sur le vocabulaire usuel de la politique coloniale », in *Cahiers d'Etudes Africaines*, n°1, pp.44-54.
- CABOT Jean, « Les entreprises cotonnières en Afrique équatoriale », Colloque international Entreprises et entrepreneurs en Afrique, XIXe -XXe siècles, Actes 1 du colloque Entreprises et Entrepreneurs en Afrique, XIXe et XXe siècles, tome 1, Paris, L'Harmattan, coll. « Racines du présent », 1983, p. 367.
- COQUERY-VIDROVITCH (C.), 1987, « L'économie coloniale des anciennes zones françaises, belges et portugaises (1914-1935) », in ADU BOAHEN (A.) (dir.), *Histoire Générale, Volume VII, L'Afrique sous domination coloniale, 1880-1935*, UNESCO, NEA, p.383.
- DIENAYME (A.), 1957, *Les conditions de développement des oléagineux en Afrique noire française*, Thèse de Doctorat ès-sciences économiques et financières, Université de Paris, p.107.
- FALL (B.), 1993, *Le travail forcé en Afrique occidentale française (1900-1945)*, Paris, Karthala, 346 p.
- HIEN S. J. W., 2018, *Politiques publiques d'une ressource naturelle au Burkina Faso : l'exemple du karité de 1928 à 2012*, Thèse de doctorat unique en Histoire, Université Ouaga 1 Pr Joseph KI-ZERBO, 460 p.
- MARSEILLE (J.), 1984, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 461p.
- MICHELIS (J.) et al., 1965, « Finances publiques et crédits d'investissements : FIDES-FERDES en Haute-Volta », in MASSA (G.) et al (dir.), *La Haute-Volta coloniale, Témoignages, Recherches, Regards*, Paris, Karthala, pp.305-313
- PEHAUT (Y.), 1976, *Les oléagineux dans les pays d'Afrique occidentale associés au marché commun. La production, le commerce et la transformation des produits*, Paris, Editions Honoré Champion, 890 p.
- SCHWARTZ (A.), 1995, « La politique coloniale de mise en valeur agricole de la Haute-Volta (1919-1960) », in MASSA (G.) et al. (dir.), *La Haute-Volta coloniale, Témoignages, Recherches, Regards*, Paris, Karthala, pp.264-291
- SURÉ-CANALE (J.), 1977, *Afrique Noire : De la décolonisation aux indépendances*, Paris, Editions sociales, 418 p.
